

## Le communisme égyptien

Lorsque je partais pour Paris en 1947 j'ignorais encore tout des organisations communistes égyptiennes et de leur histoire. J'appris celle-ci en rencontrant quelques uns des membres de Hadeto expulsés d'Egypte et repliés en France depuis 1947 ou 1948, en particulier Youssef Hazan, sa soeur Mimi, André Bereci et quelques autres sans doute. J'entendais également rapidement un autre son de cloche, des points de vue critiques de Hadeto venant d'Ismail, de Moustafa Safouan, de Raymond Aghion, que je rencontrais à l'occasion de la publication de *Moyen orient* dont j'ai parlé plus haut. Progressivement je penchais en faveur de la critique de Hadeto et lorsque l'idée de la création d'un nouveau parti, le PCE qui sera connu sous le nom de son journal, Rayat el Chaab (l'Etendard du Peuple) fut suggérée, je m'y ralliais. J'adhérais formellement au PCE en Egypte en 1952 et, comme je l'ai déjà dit, ai rempli quelques fonctions au service du PCE entre 1952-1957, à Paris. Je recevais des rapports du PCE faisant l'analyse de la situation, que je traduisais en français pour les transmettre au PCF et au PC Italien, via Raymond Aghion généralement. Fouad Moursi, de passage à Paris (je ne sais plus exactement à quelle date) me laissa une pile de documents du PCE et de Hadeto et me chargea de faire un rapport en en comparant le contenu d'un point de vue critique qui pourrait être le nôtre, celui du PCE. Ce que je fis, sur un ton fort polémique, qui plut à Fouad. Ce rapport a donc été d'une certaine manière fait sien par la direction du PCE. J'ai mis tous ces documents, ceux d'origine (les journaux et tracts du PCE et de Hadeto) et les rapports du PCE, à la disposition de notre comité d'anciens du Caire et en ai envoyé une copie à l'Institut d'Amsterdam qui collationne tout ce qui intéresse l'histoire des mouvements ouvriers et socialistes du monde entier.

J'ai connu par la suite beaucoup de ces anciens militants du communisme égyptien ; et beaucoup de ceux qui sont encore en vie se retrouvent au sein du *Tagamou* (le Parti de la gauche égyptienne, présidé par Khaled Mohi el Dine et dont le secrétaire général est Rifaat el Saïd). L'histoire du communisme égyptien a été depuis l'objet de nombreuses publications : celles de Rifaat el Saïd (lui même ex Hadeto), les mémoires publiés par un certain nombre d'anciens (comme Cherif Hettata, Didar-Fawzy, et d'autres), des interviews et enregistrements de souvenirs. Mais cette histoire reste à écrire, à mon avis. Non pas seulement parce que la plupart de ces témoignages demeurent partisans et biaisés, parfois outrageusement, par les appartenances d'origine des protagonistes - ce qui reste humainement tout à fait compréhensible et même doit être accepté - mais surtout parce qu'ils ne prennent pas le soin de relire cette histoire avec esprit critique (et donc aussi autocritique), et avec le bénéfice du temps écoulé depuis, de faire des analyses systématiques et froides des visions et des stratégies explicites ou implicites des uns et des autres, tant concernant la société égyptienne que celle de l'URSS. Je suis frappé par

exemple de voir que presque rien n'apparaît dans ces témoignages concernant la société soviétique : l'URSS est le paradis lointain du socialisme et on ne s'intéresse pas à ses problèmes. Encore moins concernant la Chine et le maoïsme, pratiquement ignorés. Je constate que la « lettre en vingt cinq points » adressée par le PC chinois à celui de l'URSS (1963), que les débats qui ont accompagné la formulation des stratégies maoïstes de la « théorie des trois mondes », résumés - très à la chinoise - par la formule « les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution » invitant à articuler les questions du pouvoir, de la culture et de la lutte des classes d'une manière novatrice, que ceux qui ont préparé la révolution culturelle (« la bourgeoisie n'est pas hors du Parti, elle est dans lui »), sont demeurés pratiquement inconnus des communistes égyptiens et arabes, et, quand ils sont vaguement connus, ne le sont qu'à travers les déformations - quand ce n'est pas les affabulations ou les falsifications - de la propagande soviétique.

Je n'ai ici ni l'intention de bâcler l'écriture de cette histoire, qui, je l'espère sera l'objet d'un travail sérieux plus tard (la meilleure solution serait qu'un bon collectif s'en charge), ni celle de poursuivre les polémiques du passé, bien qu'un certain nombre d'anciens n'imaginent pas d'en sortir. Au demeurant je préciserai que je tiens pour glorieuse cette histoire dans son ensemble et que ses protagonistes ont été - dans leur très grande majorité - les meilleurs des enfants de l'Egypte, les plus sensibles à ses drames, les plus courageux dans l'action pour y faire face. Ces qualités n'excluent pas qu'ils aient pu avoir tort - ceux-ci, ceux-là ou même tous, c'est à dire le mouvement dans son ensemble. Ou tout au moins avoir des opinions aujourd'hui qui tiennent compte de ce que le développement historique a produit.

Je me contenterai donc, dans les lignes qui suivent, d'aborder les grandes questions auxquelles le mouvement communiste a été confronté (la question palestinienne, celle de l'unité arabe, celle de ses rapports au projet nassérien) pour donner l'opinion que je me fais aujourd'hui des réponses qu'il y apportait et surtout de leurs limites, voire béances.

La question palestinienne avait toujours été pour nous une préoccupation majeure. L'attitude prise en décembre 1947 par l'URSS en faveur du partage de la Palestine, et l'adhésion de tous les partis communistes de l'époque, y compris dans le monde arabe, en faveur de cette solution ont été l'objet non seulement de discussions animées et de conflits, mais également par la suite d'autocritiques des uns ou des autres, sincères sans doute, mais que je ne trouve pas toujours suffisamment justifiées ou même argumentées. La IIIe Internationale et les mouvements communistes égyptiens et arabes ont toujours condamné à juste titre le sionisme, dont ils voyaient l'expression d'un projet non seulement nationaliste et raciste mais encore appelé à créer une colonie de peuplement niant le droit à l'existence même des « indigènes »

palestiniens. Le mouvement communiste égyptien a le droit aujourd'hui d'être fier d'avoir soutenu, dès les années 1940, le courant anti-sioniste chez les Juifs progressistes d'Égypte. Il n'y a donc aucune autocritique à faire sur ces plans, à mon avis, même si avec habileté, la propagande sioniste s'applique à confondre antisionisme et antisémitisme.

La question du partage de la Palestine mérite par contre qu'on regarde l'affaire de plus près. Mais, sur ce sujet, il est bon de rappeler (car on s'est appliqué à l'oublier dans les polémiques sur le sujet) que l'Union soviétique et les forces démocratiques arabes, palestiniennes et égyptiennes ont d'abord soutenu l'indépendance d'un Etat palestinien unifié, laïc et ouvert à tous les habitants du pays, y compris les immigrés juifs de fraîche date, ce qui était déjà une concession non négligeable. Le sionisme a toujours refusé cette solution et, soutenu par la puissance mandataire qui lui a permis de s'armer et de constituer un « Etat dans l'Etat » tandis qu'elle désarmait le mouvement palestinien de libération, créé une situation de fait accompli au profit du projet sioniste expansionniste. On peut discuter si, dans ces conditions, l'adoption d'un plan de partage était tactiquement le meilleur (ou le pire) moyen de « limiter les dégâts ». J'observe que la résolution par laquelle l'ONU a adopté ce plan avait été soutenue par tous les pays occidentaux et ceux du monde socialiste de l'époque, mais rejetée par tous les pays africains et asiatiques alors membres de l'organisation. Peut-être du côté soviétique quelques raisons tactiques générales ont-elles pesé dans le sens du ralliement au plan de partage : l'URSS était alors encore terriblement isolée et cherchait désespérément à briser le monopole nucléaire des Etats Unis. Le ralliement des communistes égyptiens à cette tactique était peut-être discutable, mais il me paraît que « l'autocritique » ultérieure, unilatérale, a sous-estimé la complexité de la situation en 1947-1948 et a été de ce fait trop tranchée.

Le mouvement communiste égyptien a toujours eu, dans l'ensemble, des positions intelligentes concernant la question de l'unité arabe. Il n'a jamais accepté la thèse de la multiplicité des soi-disant nations arabes et de la reconnaissance des « Etats » comme étant l'horizon définitif du projet de libération. Mais il n'a jamais non plus gommé les spécificités régionales héritées d'une histoire beaucoup plus ancienne que celle du partage impérialiste du monde arabe et n'a jamais adhéré aux thèses idéalistes du nationalisme pan-arabe sur ce sujet. Alors que le mouvement nationaliste bourgeois égyptien (représenté par le Wafd principalement) et soudanais (les unionistes) gommait la spécificité soudanaise, le mouvement communiste égyptien et soudanais définissait sa stratégie en termes de lutte commune de deux peuples frères contre des adversaires extérieurs et intérieurs communs. Plus tard lorsque l'Égypte et la Syrie constituaient ensemble le République Arabe Unie (1958), puis que la possibilité d'une nouvelle avancée de l'unité arabe se dessinait à la suite du renversement de la monarchie en Irak, le

mouvement communiste égyptien n'a pas hésité à critiquer les méthodes mises en oeuvre par le régime nassérien, anti-démocratique et méprisant à l'égard des réalités spécifiques des pays concernés. L'histoire nous a donné raison, puisque ces méthodes sont largement responsables de l'échec du projet. Les différences de position qui ont séparé certaines organisations communistes les unes des autres sur ce terrain me paraissent aujourd'hui n'avoir été que des différences de nuances : les uns (Hadeto) modulant leur critique de Nasser, les autres (le PCE-Raya) soutenant plus clairement les positions prises par Abdel Karim Kassem, chef irakien à l'époque. Les deux positions étaient - de mon avis aujourd'hui - faibles l'une et l'autre, mais elles s'inscrivaient dans une ligne générale correcte.

La multiplicité des organisations communistes au cours pratiquement de toute la période de leur déploiement, depuis la renaissance du communiste égyptien (1942-1945) jusqu'à l'auto dissolution des deux partis en 1965, nous paraissait à tous inacceptable. La polémique entre ces organisations, toujours violente, a certainement accusé les dimensions personnelles des conflits, au détriment peut être d'un examen plus sobre des différences réelles d'analyse et de stratégie. Il reste que je me demande aujourd'hui si la recherche de l'unité (ou son substitut: la « victoire » d'une organisation s'imposant de facto) n'était pas le produit des conceptions dominantes à l'époque du « parti », unique et détenteur nécessairement de la « ligne juste ». Une meilleure attitude envers la démocratie au sein du mouvement , soit dans « le » parti s'il est unique de fait, ou presque, soit dans « les » partis, aurait été plus favorable à un déploiement plus lucide des débats, sans exclure leur front commun dans beaucoup de domaines.

Il reste que la multiplicité des organisations cachait une appréciation différente de la stratégie générale de la révolution à l'ordre du jour de notre histoire. Les uns pensaient en fait que la libération nationale devait primer, et je traduirai cette position en termes qui peuvent paraître extrémistes mais que je souhaiterais compris dans un esprit qui n'est pas polémique, en disant que, selon leur analyse, l'Égypte avait besoin d'une révolution nationale bourgeoise démocratique. Les autres mettaient l'accent sur la perspective, rapprochée et nécessaire à leur avis, du passage de cette phase à celle de la construction socialiste. Je ne crois pas qu'il soit tout à fait possible d'associer le nom des différentes organisations à ces deux lignes de pensée, qui les ont traversées toutes, même si l'idéologie commune du dogmatisme de l'époque ne permettait pas d'en faire apparaître clairement les contours. Car les uns et les autres s'appuyaient sur la « méthode des citations », les positions de l'Union Soviétique, la lecture de la *Démocratie nouvelle* de Mao (1952) etc. Les ambiguïtés du débat, jointes aux problèmes de « personnes », ont fragilisé l'unification qui n'a duré qu'un temps court (1958), mais dont nous étions tous très heureux de la réalisation à l'époque.

Le coup d'Etat des Officiers Libres en juillet 1952, puis la cristallisation du nassérisme et son évolution par étapes à partir de 1955 et 1961, transformaient la question du choix perspectif stratégique en une question immédiate incontournable : soutenir le nouveau régime, le critiquer, s'y opposer ? Ici encore les retours en arrière, les relectures critiques de ce que furent les positions des uns et des autres, et soit leur justification, soit leur dénonciation, dont notre littérature égyptienne progressiste contemporaine est remplie, ne me paraissent généralement pas saisir ce qui à mon avis constitue le fond du problème. Par exemple l'argument avancé par certains camarades de Hadeto que, ayant été actif dans l'organisation secrète des Officiers Libres, leur parti était mieux placé pour apprécier - correctement selon eux - le caractère progressiste du nassérisme dès sa naissance, ne me paraît pas situer la question sur son véritable terrain.

Pour ma part je soutiens depuis 1960 que le projet nassérien était un projet national bourgeois dans son essence même, du début au terme de son déploiement, et qu'il n'a jamais franchi les limites de celui-ci. Son style populiste n'est pas en contradiction avec ce contenu ; il constituait la seule forme possible de déploiement de ce projet national bourgeois, compte tenu de la faiblesse et du caractère historique compradore de la bourgeoisie égyptienne dite « libérale » d'une part, et de la crainte que les classes populaires, dont le soutien était nécessaire, ne débordent le projet (d'où l'entêtement anti-démocratique du nassérisme) d'autre part. La forme « étatique » choisie pour la gestion n'était donc pas du tout une « transition vers le socialisme », mais la seule forme efficace de son déploiement. Malheureusement l'alliance stratégique que l'Union soviétique forgeait avec la libération nationale dans le tiers monde à partir de Bandung (1955) d'une part, et l'étatisme du soviétisme lui-même d'autre part, ont largement contribué à confondre étatisme et socialisme.

Je crois que l'histoire me donne raison a posteriori. Le nassérisme a cédé la place au sadatisme, comme le brejnévisme à Eltsine, sans que dans un cas comme dans l'autre on puisse qualifier de « contre-révolutions » ces transformations d'allure brutale. J'y ai vu au contraire l'accélération des tendances internes propres aux deux systèmes, la classe (bourgeoise) nouvelle constituée au sein et de par l'étatisme étant par nature appelée à « normaliser » son statut. Cela étant j'ai également dit et écrit que, dans un cas comme dans l'autre, cette évolution n'avait rien de fatal. Une autre évolution - vers la gauche - était possible, mais sa possibilité dépendait de la maturité des forces socialistes au sein de ces deux sociétés (et d'autres). A posteriori je suis donc à l'aise en qualifiant le projet national bourgeois d'utopie.

A la lumière de cette analyse je relis les positions prises par le mouvement communiste égyptien d'une manière différente de celle qui nous est proposée le plus fréquemment. Je crois donc que la position de soutien, fût-il critique et parfois remis en cause par l'anticommunisme du pouvoir, prise par Hadeto était fondamentalement erronée parce qu'elle procédait de l'idée qu'une « étape nationale bourgeoise » était nécessaire, positive et s'ouvrirait sur son dépassement socialiste. Ma thèse est que le capitalisme réellement existant comme système mondial polarisant donne à tout projet bourgeois un caractère compradore nécessaire et que le refuser c'est précisément nourrir l'illusion de l'utopie nationale bourgeoise. J'exprime aujourd'hui cette thèse avec plus de clarté qu'il y a une trentaine d'années, mais j'en avais déjà plus que l'intuition à l'époque.

C'est pourquoi ma relecture des positions du PCE-Raya qui avaient toutes mes sympathies depuis 1950-1951 est différente de celles qui lui ont adressé la critique sévère selon laquelle il s'était fondamentalement trompé sur la nature du projet nassérien. Ces critiques, qui ont été également les autocritiques du PCE lui-même à partir de 1956 et sont répétées aujourd'hui à satiété, me paraissent très unilatérales et procéder d'un point de vue stratégique dont l'histoire a démontré l'échec. Je laisse de côté donc les questions secondaires de langage (régime « fasciste »), de la complicité impérialiste éventuelle etc. Etait-il erroné de voir dans ce projet un projet bourgeois condamné à l'échec ?

Très franchement donc je pense que le communisme égyptien n'avait pas réellement fait sienne l'analyse de la *Nouvelle Démocratie* de Mao. Hadeto jamais à aucun stade de son histoire. Le PCE qui avait amorcé une réflexion allant dans ce sens avant 1956 y a renoncé brutalement à partir de cette date. En témoigne le contraste entre les deux rapports successifs du PCE : celui de 1955 qui est critique à l'extrême du projet bourgeois du nassérisme (lequel n'est donc pas considéré comme une étape possible de la Démocratie Nouvelle, qui implique la rupture avec l'illusion nationale bourgeoise) et celui de 1957 qui non seulement se rallie à la thèse du caractère « progressiste » du nationalisme bourgeois (qu'on pouvait donc valablement décider de soutenir tactiquement de manière à approfondir ses contradictions avec l'impérialisme) mais encore, et de surcroît, l'analyse comme une étape (qui sera qualifiée un peu plus tard de « voie non capitaliste ») de la progression vers le socialisme. Aujourd'hui cette vision de la *Nouvelle Démocratie* doit être critiquée à son tour, comme les limites du maoïsme qu'elle a inspiré, à la lumière de l'évolution de la Chine elle-même. Mais pas pour lui substituer pire : l'illusion nationale bourgeoise dont l'évolution catastrophique de l'URSS et celle du Tiers monde démontrent l'inanité.

Ainsi donc, la « position de gauche » substituait à l'époque - les années 1950 - le projet d'une révolution socialiste ininterrompue par étapes à celui d'une

révolution nationale bourgeoise. Je dis aujourd'hui que cette perspective, antithèse de l'autre, procédait d'une analyse commune aux deux qui sous estimait la polarisation immanente à l'expansion capitaliste. Je dis aujourd'hui que le marxisme s'est progressivement sclérosé faute d'avoir intégré cette dimension. Révolution bourgeoise (position des sociaux-démocrates et du nationalisme radical dans le tiers monde) ou révolution socialiste (position du léninisme-maoïsme) éludent la vraie question : quelle est la nature de la révolution à l'ordre du jour alors que la polarisation rend impossible et la révolution bourgeoise et la révolution socialiste ? Bien que l'expression de mon analyse dans les termes formulés ici soit récente, ses racines remontent à l'époque même, aux années 1950.

Je suis de ceux qui ont porté un jugement sévère sur le nassérisme, comme le lecteur de *l'Égypte nassérienne* pourrait s'en convaincre. Avec le recul du temps je suis aujourd'hui encore davantage radical dans ma critique. Le régime nassérien ne souffrait pas d'un déficit démocratique, et son style populiste n'était pas une forme primitive et insuffisante d'ouverture démocratique ; en fait il méprisait totalement l'idée même de démocratie. Et je prétends que derrière ce mépris se profilaient des intérêts de classe - ceux de la bourgeoisie. C'est aussi la raison pour laquelle ce régime est bel et bien responsable de la suite : de l'infatigable et de la montée de l'Islam politique.

La formule proposée par Mohamad Sid Ahmad - que « Nasser avait nationalisé la politique » - vaut la peine qu'on y réfléchisse. C'est plus qu'un bon mot. Nasser a interdit le débat d'idées et détruit les deux pôles qui avaient occupé le devant de la scène depuis les années 1920 de ce siècle : le pôle libéral bourgeois, moderniste, il est vrai modérément démocratique et guère plus que laïcisant (mais ces limites tenaient à la faiblesse de la bourgeoisie égyptienne), le pôle communiste qui associait la modernisation à la libération nationale et sociale. Il les a détruit systématiquement non pas seulement par une répression policière plus brutale qu'elle n'avait jamais été dans l'histoire moderne du pays, mais encore en fermant tous les lieux de débats d'idées. Ce faisant il créait un vide culturel dramatique et ouvrait grandes les portes au retour du traditionalisme islamiste en recul continu depuis un siècle et demi, depuis Mohamed Ali. Il en favorisait même la renaissance par des politiques, peut être tacticiennes à courte vue, mais non moins dangereuses à plus long terme.

Depuis un siècle la pensée traditionnelle de l'Égypte précapitaliste était en voie de disparition. L'Azhar qui en constituait le centre faisait figure pâle face aux universités modernes. On pouvait laisser l'institution poursuivre sa mort lente. Au contraire Nasser s'est employé à « moderniser » l'Azhar, qu'il pensait sans doute - comme tous les dictateurs - pouvoir indéfiniment contrôler et même utiliser. Avec des arguments opportunistes permettant une interprétation dite socialiste de l'Islam. Arguments qui peuvent être retournés,

comme on le sait, sans difficulté aucune. L'attitude progressiste correcte eut été de laisser à la religion son domaine et de porter le débat ailleurs et en dehors de celle-ci. Cette attitude aurait d'ailleurs, à mon avis, porté ses fruits à l'intérieur même du champ religieux, en créant les conditions pour que les différentes interprétations possibles de celle-ci (progressistes et réactionnaires) s'affrontent librement sur leur terrain propre. En quoi consistait donc la « modernisation de l'Azhar » ? Isabelle me rappelle que lorsque je lui faisais visiter l'institution, dans les années 1950, elle s'étonnait que le XII<sup>e</sup> siècle puisse encore exister : étudiants allongés sur de la paille (au sens propre du terme), ânonnant les textes distribués par leurs maîtres. La modernisation a substitué à cet état de choses des bâtiments, des dortoirs, des réfectoires, des salles de cours, des programmes définis, des examens, des diplômes, le tout imité des institutions de l'enseignement moderne. Mais l'esprit n'a pas été modernisé. Ainsi la réforme a-t-elle permis de donner aux traditionalistes une plate-forme et une légitimité dont ils ne bénéficiaient pas jusque là. Le résultat en tout cas est aujourd'hui hélas bien visible ; outre les dizaines de milliers d'étudiants du genre de celui auquel j'ai fait référence plus haut, nous avons aujourd'hui des milliers de « docteurs » du même modèle intellectuel. Que cela soit bien possible j'en veux pour preuve cette histoire hélas véridique qui m'a été raconté par un vieil ami qui l'avait entendue de ses oreilles. A l'Université (« moderne ») branche El Azhar d'Assiout un prof « docteur » (en quoi ?) a donné une conférence sur les « djinns », au cours de laquelle il a expliqué qu'un homme pouvait avoir des rapports sexuels dans son sommeil avec une djinna (une fée). Il en avait eu la preuve matérielle un matin en examinant ses draps ! Narquois, un auditeur lui a demandé si une femme pouvait avoir des rapports similaires avec un djinn masculin. Impossible, expliqua-t-il, c'est contraire à la loi religieuse (la charia), honteux (eib), et d'ailleurs on ne connaît pas de femmes qui aient été enceintes de djinns ! Il paraît que ce « professeur » est un islamiste « modéré » qui, « officiellement », aurait condamné le « terrorisme ». Son enseignement doit pourtant produire des fous de Dieu à la douzaine. On lit dans des revues américaines sérieuses ou chez quelques post modernistes français que, la vérité étant évidemment relative, des opinions de ce genre (la croyance dans les djinns par exemple) en valaient d'autres (comme la théorie physique des quanta). Cela arrange bien les choses et surtout les intérêts des plus forts : aux uns la spécificité des djinns, aux autres la physique nucléaire, à chacun sa spécificité !

On peut en dire autant des effets de la réforme judiciaire qui a transféré l'application des lois concernant le statut des personnes, qui était et demeure géré par la loi islamique - la charia - des tribunaux religieux aux tribunaux civils. Alors que jusque là au moins les lois dans leur ensemble - à l'exception du statut des personnes - relevaient d'un droit laïc, le transfert en question a gangrené le système judiciaire égyptien, ouvrant toutes grandes ses portes aux obscurantistes qui, à partir du statut des personnes, se proposent d'étendre



l'application de la charia à tous les domaines régis par la loi. Ici encore la réponse progressiste au défi pour amorcer l'évolution souhaitable eut consisté à élaborer un droit des personnes laïc et moderne et à laisser aux citoyens l'option ouverte entre celui-ci, géré par les tribunaux de l'Etat, et les droits religieux administrés selon la tradition. Il est certain que progressivement le choix des citoyens se serait porté de plus en plus vers la formule moderne. En contrepoint la « modernisation » des tribunaux religieux par leur absorption dans le corps judiciaire civil contribuait à détruire ce qu'il y avait de moderne et de laïc dans l'Etat égyptien. Le nassérisme a accentué et non réduit la confusion entre l'Etat et la religion. La justice égyptienne est revenue aujourd'hui, grâce à ces « réformes » à l'obscurantisme de l'époque ottomane !

Au plan de la culture, le nassérisme s'est donc avéré profondément réactionnaire. Il est vrai que jusqu'à la mort de Nasser les effets de cette régression étaient apparemment contenus. Mais le ver était dans le fruit. Et il a suffi que son successeur Sadate choisisse l'arme de l'Islam pour faire avaler l'infatigable, la compradorisation et la capitulation face à l'impérialisme et au sionisme pour que, en un rien de temps, les forces obscurantistes, déjà largement infiltrées dans deux des institutions fondamentales de la vie sociale - l'éducation et la justice - en prennent le contrôle presque absolu. Je ne sais pas combien de temps il faudra pour que, dans la meilleure des hypothèses, l'Egypte parvienne à sortir de ce borbier. Tenter de justifier ces gigantesques pas en arrière au nom de la « spécificité », qu'on prétend constituer une « force de résistance culturelle à l'impérialisme occidental », relèverait de la galéjade amusante si cela n'était pas tragique. L'obscurantisme ne peut que servir les stratégies de l'impérialisme, il n'a jamais été et ne sera jamais le moyen de relever le défi qu'il constitue.

Le ralliement à la thèse de l'étape nationale bourgeoise et à la théorie soviétique de la « voie non capitaliste » a été général dans le communisme arabe. Sans doute l'unité des communistes en Syrie et en Irak, organisés dans des partis qui reproduisaient jusqu'à la caricature le modèle soviétique (le culte de la personnalité de Khaled Bagdache par exemple) pouvait-elle donner l'apparence d'une grande supériorité sur celui de l'Egypte éclaté en organisations rivales, et parfois inspirer des attitudes arrogantes. Il est possible qu'en Irak les communistes aient été plus fortement implantés dans les masses populaires qu'en Egypte ou même en Syrie. Il reste que ni les uns ni les autres ne sont parvenus à constituer une alternative sérieuse à la montée du baasisme, une formule idéologique proche de celle du nassérisme et du radicalisme nationaliste populiste bourgeois qui s'est épanoui à travers un grand nombre de pays du tiers monde à l'époque. La fusion entre le baasisme civil et les militaires nationalistes, les coups d'Etat qui ont porté ces derniers au pouvoir, ne pouvaient que rapprocher ces modèles de la même famille. Et, comme en Egypte, les communistes de Syrie et d'Irak ont fini par s'y rallier, pour

constituer l'aile gauche du mouvement, fut-elle « critique », et non l'alternative à celui-ci.

L'érosion puis l'effondrement de l'utopie nationale bourgeoise devait, de ce fait, entraîner dans sa chute celle de la crédibilité de l'option historique du mouvement communiste arabe. Peu de camarades dans ces mouvements avaient imaginé possible la désagrégation du système soviétique. Peu d'entre eux avaient pris au sérieux les avertissements de Mao que la voie empruntée était une « voie capitaliste » qui devait conduire naturellement - en URSS mais aussi en Chine - à l'affirmation des appétits bourgeois de la nouvelle classe. Le mouvement communiste dans son ensemble n'était donc pas préparé à affronter les défis d'un monde transformé par ce double effondrement du modèle soviétique et de celui issu de la libération nationale de l'étape de Bandung . Il ne me paraît guère avoir beaucoup avancé sur ce plan, comme en témoigne, pour moi, le débat égyptien récent sur la perspective socialiste et ses rapports au programme du Tagamou. Le mouvement reste donc imprégné de nostalgie du passé, nostalgie du modèle soviétique, nostalgie de l'époque nassérienne. Ce n'est pas sur cette base qu'on pourra progresser au delà de ce que furent les limites du marxisme historique dans cette région du monde et ailleurs. Ce n'est pas non plus, cela va de soi pour moi, en capitulant davantage devant la double évolution, en direction de la compradorisation de la société réelle, étroitement associée au transfert du combat sur le terrain mythologique de la « spécificité culturelle ».